

de Corinne Deloy

ANALYSE  
1 mois avant  
le scrutin

# 4 mois de boycott du Parlement par l'opposition conduisent Nikola Gruevski à convoquer des élections législatives anticipées en Macédoine

Le 15 avril dernier, la Sobranie, chambre unique du Parlement macédonien, a été dissous par 79 des 120 députés et des élections législatives anticipées ont été convoquées pour le 5 juin prochain par le Premier ministre macédonien Nikola Gruevski (Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale, VMRO-DPMNE). Selon le code électoral, le scrutin doit être organisé dans les 60 jours suivant la dissolution. Cette décision fait suite à la crise politique que connaît la Macédoine depuis le début de l'année 2011.

## Un nouveau scrutin anticipé consécutif à une crise politique

Depuis le 28 janvier en effet, les forces de l'opposition – Union social-démocrate, SDSM et Parti démocratique albanais, PDA-PDSH (soit 38 députés au total) – décident de boycotter les séances du Parlement pour protester contre le gel des comptes bancaires du magnat des médias, Velij Aramkovski, propriétaire de la chaîne de télévision A1 et des journaux Vreme, Shpic et E Re. Velij Aramkovski a été arrêté avec 16 de ses employés en décembre 2010 ; il est soupçonné d'évasion fiscale à hauteur de 4,1 millions €, une accusation que dément l'intéressé. Le gel des comptes bancaires est « non démocratique et témoigne d'un régime autoritaire qui ne mérite aucune légitimité » a souligné à l'époque le leader de l'opposition Branko Crvenkovski (SDSM) qui réclamait l'organisation d'élections législatives anticipées.

« Nikola Gruevski n'est intéressé que par une chose : cacher ses propres crimes. Il veut enterrer la vérité et rester seul avec ses mensonges et ses propres médias qui lui servent de mégaphones » avait déclaré le leader de l'opposition. « Nikola Gruevski a maintenant le Parlement qu'il souhaitait, un parlement sans opposition » avait-il ajouté. 4 mois après le début du

boycott de l'opposition, le chef du gouvernement, où son parti est en coalition avec le parti albanophone de l'Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI), a donc finalement accédé à la demande des forces de l'opposition. « Le Premier ministre n'avait pas d'autre choix que de répondre à la revendication de l'opposition » a expliqué le directeur de l'institut Euro Balkan, Jovan Donev.

Le VMRO-DPMNE a qualifié la décision des forces de l'opposition de « délit contraire aux intérêts de la Macédoine et à ses perspectives d'avenir européen ». « Le comportement irresponsable de certains politiques menace de ruiner les résultats que nous avons obtenus » a déclaré le porte-parole du parlement, Trajko Veljanovski qui a dénoncé la « crise politique artificielle » créée par les partis de l'opposition.

Le SDSM, qui a indiqué qu'il ne cesserait pas son action de boycott du Parlement, a annoncé qu'il participerait aux prochaines élections législatives. Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Pavel Satev, les 3/4 des Macédoniens (72,3%) sont opposés à l'action de boycott menée par les forces de l'opposition. Le SDSM a demandé, préalablement à la tenue des élections législatives, la révision des listes électorales et celle des circonscriptions du pays ainsi qu'une nouvelle loi de façon à empêcher le gouver-

nement de favoriser des médias proches de l'Etat. Le chef du gouvernement a accédé aux deux premières exigences.

### Une situation socioéconomique difficile

La Macédoine traverse une crise socioéconomique doublée donc d'une crise politique quasi-permanente depuis plus de 3 ans. Le 19 janvier dernier, Skopje a dû recourir à l'aide extérieure. Le pays a obtenu du Fonds monétaire international (FMI) un prêt de 2 ans : 390 millions € pour la première année, une somme qui pourrait atteindre jusqu'à 475 millions € au total. La Macédoine s'est vue accorder ce prêt au titre de la ligne de crédit de précaution, une ligne destinée aux pays membres dotés de solides bases économiques et de bons antécédents de mise en œuvre de politiques saines mais qui restent toutefois vulnérables au niveau économique. De nombreux analystes prévoient que ce prêt sera insuffisant et que le pays sera prochainement obligé d'avoir recours à une aide extérieure.

La croissance du PIB a été de 1,2% l'an passé et devrait atteindre 3,5% en 2011. Le chômage touche environ un tiers des Macédoniens et 30% de la population vivent sous le seuil de pauvreté. Le salaire moyen est de 250 €, soit très au-dessous de la moyenne européenne. Une récente enquête d'opinion a révélé que la moitié des lycéens macédoniens (49,5%) souhaitent quitter leur pays dans les dix années à venir. Le manque d'opportunités professionnelles et le désordre social sont les principales raisons de ce désir d'émigration.

« Nous n'avons pas vu les progrès attendus » a déclaré Stefan Füle, commissaire européen chargé de l'Elargissement et de la Politique européenne de voisinage, le 6 avril à propos de la Macédoine. Il a souligné que des réformes rapides étaient indispensables en matière de dialogue politique, de réforme de l'administration judiciaire et de l'administration publique, de combat contre la corruption, de liberté d'expression et de la mise en place de l'accord d'Ohrid (accord de paix signé par les principaux partis macédoniens, le 13 août 2001 pour mettre fin aux violents affrontements entre les forces gouvernementales de Skopje et la guérilla albanaise de l'Armée de libération natio-

nale qui ont eu lieu en 2001). « Nous sommes à un moment critique : la Macédoine peut soit prendre le chemin de l'Union européenne et ce pour notre bénéfice mutuel, soit régresser » a indiqué Stefan Füle. Depuis le retour à sa tête de l'ancien président de la République (2004-2009), Branko Crvenkovski, le SDSM travaille à renforcer son profil de parti leader dans l'électorat. Il tente de capitaliser sur le – réel – mécontentement populaire pour retrouver le pouvoir. Branko Crvenkovski reproche au Premier ministre Nikola Gruevski de ne pas avoir réussi à trouver de solution au problème du nom de la Macédoine qui oppose le pays à la Grèce depuis maintenant 20 ans. Athènes refuse en effet depuis 1991 que son voisin prenne le nom de Macédoine, considérant que celui-ci appartient à son patrimoine (la Macédoine est le nom d'une province située au nord de la Grèce). Athènes prétend que l'utilisation de ce nom pourrait conduire Skopje à revendiquer certains territoires de la province grecque. La Macédoine a été admise à l'ONU en 1993 sous le nom provisoire d'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM). Le pays, candidat officiel à l'Union européenne depuis 2005, espère ouvrir prochainement des négociations d'adhésion qui restent bloquées par cette histoire de dénomination du pays.

Les précédentes élections législatives dans le pays (1er juin 2008) avaient été anticipées à la suite du rejet de la candidature de la Macédoine par l'OTAN en avril 2008, rejet consécutif au blocage de la Grèce sur le nom du pays.

Le 4 mai dernier, l'ancien leader du parti et ex-Premier ministre (mai-juin 2004 et novembre-décembre 2004), Radmila Sekerinska, a été désignée candidate du SDSM au poste de chef du gouvernement pour les élections législatives. « Radmila Sekerinska est synonyme de l'intégration de la Macédoine dans l'Union européenne, elle bénéficie du respect de Bruxelles et de Washington » a déclaré Branko Crvenkovski qui a précisé qu'il ne souhaitait pas être membre du gouvernement si son parti remportait le scrutin du 5 juin. Le maire de Gostivar, Rupi Osmani, a créé fin mars son propre parti politique, Renaissance démocratique nationale (RDK). « L'accord d'Ohrid n'a pas atteint son objectif historique car il était conditionné au principe des 20%, un acte ironique et anti-albanais.

Aujourd'hui, la Macédoine est identique à ce qu'elle était en 2001 : la violence et la répression contre les Albanais continuent » a-t-il déclaré. « Nous nous battons pour que les Albanais soit considérés comme le deuxième peuple constitutif de la Macédoine, que la langue albanaise soit définie comme deuxième langue officielle au niveau national et que la décentralisation du pouvoir soit plus importante qu'actuellement » a ajouté Rufi Osmani

Le RDK devrait se présenter seul mais s'il a écarté toute coalition avec les deux principaux partis albanophones –l'Union démocratique pour l'intégration d'Alija Ahmeti et le Parti démocratique albanais de Menduh Thaci –, il n'a pas exclu la possibilité d'une collaboration avec Nouvelle démocratie (DR) d'Imer Selmani.

### Le système politique macédonien

Le Parlement (Sobranie), monocaméral, compte 120 membres élus au scrutin proportionnel (selon la méthode d'Hondt) pour 4 ans. Pour les élections législatives, le pays est divisé en 6 circonscriptions élisant chacune 20 députés. Le système électoral garantit la représentation des minorités (albanophone, turque, serbe, rom, etc.) de même que celles des femmes puisque les listes électorales doivent obligatoirement comprendre au moins 30% de candidats du sexe opposé. Les partis politiques, les coalitions de partis et les groupes comprenant au moins 500 électeurs sont autorisés à concourir aux élections législatives. 5 partis politiques sont représentés dans l'actuel parlement [1]:

- l'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale (VMRO-DPMNE), située à droite sur l'échiquier politique, fondée en 1990 par l'ancien Premier ministre (1998-2002) Ljubco Georgievski et dirigée depuis 2005 par le Premier ministre sortant Nikola Gruevski. Principal parti du gouvernement, il compte 63 élus ;
- l'Union social-démocrate (SDSM), parti d'opposition dirigé depuis mai 2009 par l'ancien président de la République (2004-2009), Branko Crvenkovski, possède 27 élus ;
- le Parti démocratique albanais (PDA-PDSh), créé en 1995 par Arben Xhaferi et dirigé par Menduh Thaci,

possède 11 élus ;

- l'Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI), membre de l'actuelle coalition gouvernementale et dirigée par Alija Ahmeti qui a succédé à l'UCK (officiellement démantelée en 1999), compte 18 élus ;

- le Parti pour un avenir européen (PEI), parti fondé par des intellectuels et des hommes d'affaires et qui se définit comme centriste. Conduit par Fijet Canoski, il possède 1 siège.

Toutes les enquêtes d'opinion prédisent la victoire aux élections législatives du 5 juin prochain du VMRO-DPMNE avec toutefois moins de sièges qu'auparavant (le parti détient la majorité absolue). Selon le directeur de l'institut Euro Balkan Jovan Donev, l'opposition a peu de chance de s'imposer mais « le SDSM jouera la carte de l'unification de l'opposition afin de réduire la majorité confortable dont jouit actuellement la coalition Pour une meilleure Macédoine ».

Selon le dernier sondage réalisé par l'Institut pour la démocratie et l'association du centre pour la coopération internationale, le VMRO-DPMNE recueillerait 22% des suffrages devant le SDSM qui obtiendrait 10%. Du côté des partis albanophones, l'Union démocratique pour l'intégration serait en tête avec 5%, le Parti démocratique albanais recueillerait 1,9%.

Plus d'un quart des personnes interrogées (28,1%) affirment qu'elles ne pensent pas se rendre aux urnes le 5 juin prochain et 16,4% disent ne pas encore avoir fait leur choix.

Le Premier ministre sortant Nikola Gruevski est la personnalité politique à laquelle les Macédoniens font le plus confiance (20%). Seulement 4,6% des personnes interrogées déclarent faire confiance à Branko Crvenkovski ; 4,3% à Ali Ahmeti ; 2,9% à Radmila Shekerisnka ; 2,3% à Rufi Osmani ; 1,7% à Imer Selmani et 1,6% à Menduh Thaci.

Selon une enquête d'opinion réalisée par l'agence Oritès, les questions économiques et le chômage constituent les priorités des électeurs. Un quart d'entre eux (24%) considèrent que le VMRO-DPMNE est le mieux placé pour lutter contre les problèmes de chômage et de pauvreté.

La ministre de l'Intérieur Gordana Jankulovska a annoncé le 19 avril dernier que Skopje avait formé une task force dédiée à la sécurité des élections du 5 juin prochain.

1. L'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale conduisait une coalition de 19 partis appelée « Pour une meilleure Macédoine » lors des élections législatives du 1er juin 2008. L'Union social-démocrate (SDSM) conduisait une coalition de 8 partis appelée « Soleil-Coalition pour l'Europe ».

**Rappel des résultats des élections législatives du 1er juin 2008 en Macédoine**

Participation : 57,06%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Pour une meilleure Macédoine, coalition de 19 partis conduite par l'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale (VMRO-DPMNE)</b>	481 602	48,80	63
<b>Soleil-Coalition pour l'Europe, coalition de 8 partis conduite par l'Union social-démocrate (SDSM)</b>	233 362	23,65	27
<b>Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI)</b>	125 997	12,77	18
<b>Parti démocratique albanais (PDA-PDSH)</b>	83 678	8,48	11
<b>Parti pour un avenir européen (PEI)</b>	14 473	1,47	1
<b>Autres</b>	47 710	4,79	0

Source : Source : Commission électorale nationale de Macédoine

## Le parti du Premier ministre Nikola Gruevski devrait conserver le pouvoir en Macédoine

**J-7**  
7 jours avant  
le scrutin

1 828 380 Macédoniens (dont 7 258 résidant à l'étranger) sont appelés aux urnes le 5 juin prochain pour élire les 123 membres de la Sobranie (l'assemblée comptera 3 parlementaires supplémentaires en raison du vote des électeurs de l'étranger), chambre unique du parlement.

### **Le caractère démocratique de ce scrutin est au cœur de la campagne électorale.**

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a envoyé une mission d'observateurs, dirigée par Julian Peel Yates. Celle-ci comprend 12 experts internationaux qui seront basés à Skopje et 20 observateurs qui seront présents dans toute la Macédoine. Une délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est également rendue dans le pays

les 17 et 18 mai derniers. Celle-ci a insisté sur l'importance du caractère libre, pacifique et démocratique des élections législatives et sur la nécessité pour tous les partis politiques de reconnaître les résultats du scrutin. Le Conseil de l'Europe a évoqué le nécessaire renouvellement des listes électorales régulièrement remises en question depuis 1994. La Macédoine compte en effet 1,8 million de personnes inscrites sur les listes électorales pour une population de 2 millions d'habitants, soit un nombre anormalement élevé d'électeurs.

« La campagne électorale sera sale et emplie d'énergie négative » a déclaré Klime Babunski, professeur de communication à l'Institut de recherche sociologique, politique et juridique de Skopje. Les leaders de 30 partis politiques ont signé un code de bonne conduite électorale.

Le 8 mai dernier, la chaîne de télévision A1, propriété du magnat des médias, Velij Aramkovski, soupçonné de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale à hauteur de 4,1 millions € et en prison depuis 5 mois, a diffusé un reportage réalisé par Natasa Stojanovska et Saska Cvetkoska révélant les pressions effectuées sur certains fonctionnaires pour que ceux-ci fournissent aux autorités les noms d'électeurs prêts à accorder leur voix au parti au pouvoir de l'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale (VMRO-DPMNE) en échange de leur maintien à leur poste de travail ou d'une promesse d'embauche d'un de leurs proches parents ou amis. Les employés doivent fournir les noms de quinze personnes et les cadres de trente. La Commission électorale macédonienne (DIK), dirigée depuis le 13 avril dernier par Boris Kondarlo, est pour l'heure restée silencieuse sur le scandale soulevé par la chaîne A1. Des pressions similaires avaient déjà été dénoncées lors des précédentes élections législatives du 1er juin 2008 et du scrutin présidentiel des 22 mars et 5 avril 2009.

La chaîne de télévision A1 a déclaré qu'elle soutenait pour le scrutin du 5 juin prochain les partis de l'opposition : l'Union social-démocrate, le Parti libéral-démocrate (LDP) ainsi que les partis positionnés à droite sur l'échiquier politique que sont Unis pour la Macédoine (OM), l'Organisation révolutionnaire-Parti populaire (VMRO-NP) de l'ancien président de la République (1998-2002) Ljubco Georgievski, l'Aile droite démocratique et Dignité ainsi que le Parti démocratique albanais (PDA-PDSH) de Menduh Thaci, Renaissance démocratique nationale (NDP-RDK), créée fin mars par Rufe Osmani, et Nouvelle démocratie (DR) d'Imer Selmani (ND-DR).

Le procès de Velij Aramkovski a débuté le 23 mai dernier à Skopje ; Il a immédiatement été ajourné au 13 juin, soit après le scrutin.

Les Macédoniens résidant à l'étranger sont autorisés à voter pour la première fois pour les élections législatives. La Sobranie comptera donc bientôt 3 nouveaux

parlementaires (l'un représentant les électeurs vivant en Europe et en Afrique, le deuxième ceux habitant le continent américain et le dernier les votant d'Asie et d'Océanie). C'est en Europe que les Macédoniens de l'étranger ont été les plus nombreux à s'inscrire pour les élections législatives du 5 juin prochain (4 653). Tout candidat vivant hors de Macédoine souhaitant se présenter au scrutin législatif doit recueillir la signature d'au moins mille électeurs.

### La campagne électorale des partis « macédoniens »

Les 3 principaux partis « macédoniens » – l'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale (VMRO-DPMNE) du Premier ministre sortant Nikola Gruevski, l'Union social-démocrate (SDSM) de Branko Crvenkovski et le Parti libéral-démocrate –, sont favorables à l'entrée dans l'Union européenne et dans l'OTAN, à la fin de la dispute entre Skopje et Athènes et au développement de relations étroites avec la diaspora. L'adhésion de la Macédoine à l'Union européenne constitue la priorité n°1 des 3 partis. Le Parti libéral-démocrate affirme d'ailleurs que s'il remporte les élections, Skopje sera fin prêt pour rejoindre les Vingt-sept lors de la dernière année de la prochaine législature, soit 2014. Selon Dimitar Mircev, ancien ambassadeur de Macédoine en Slovénie (1993-1997) et analyste politique, la proximité des programmes politiques explique les attaques et les batailles que l'on observe durant la campagne électorale. « Les partis se concentrent sur ce qui se passe chez les autres plutôt que d'offrir des projets concrets et précis » affirme-t-il. Principal parti d'opposition, l'Union social-démocrate (SDSM) se présente en coalition avec 14 autres partis avec le slogan « Pour votre avenir ». Sa candidate au poste de chef du gouvernement, ex-Premier ministre (mai-juin 2004 et novembre-décembre 2004), Radmila Sekerinska, fait campagne sur la hausse des investissements dans les infrastructures et dans l'agriculture ainsi que des aides sociales en faveur des plus déshérités. Elle affirme qu'elle se fera tous les efforts nécessaires pour résoudre au plus vite le problème de l'appellation officielle de la Macédoine qui oppose Skopje à Athènes et empêche la Macédoine de rejoindre l'OTAN et d'avancer sur la voie de l'intégra-

tion européenne. Ancien président de la République (2004-2009), le leader du SDSM Branko Crvenkovski a conseillé au Premier ministre sortant, Nikola Gruevski de renoncer à son poste de chef du gouvernement en cas de victoire de sa formation aux élections législatives. « Faites comme moi : renoncez au pouvoir. Libérons la Macédoine de Nikola Gruevski et de Branko Crvenkovski » a-t-il déclaré.

Le VMRO-DPMNE a conclu une alliance avec 23 autres partis, formant ainsi la plus grande coalition de l'histoire du pays. Son programme est intitulé « Renaissance en 100 pas : développement et promotion ». Il comprend précisément 1 185 projets comme la poursuite des réductions d'impôts, une baisse de la TVA sur le tourisme de 18% à 5% et de nouvelles subventions. Le VMRO-DPMNE a choisi de s'appuyer sur les nouvelles technologies et les réseaux sociaux pour la campagne électorale. Le Premier ministre Nikola Gruevski possède 43 000 amis sur Facebook (pour 11 000 pour sa principale adversaire Radmila Sekerinska). L'analyste Vadimir Bozinovski de l'Institut pour la recherche politique de Skopje souligne que la présence du parti au pouvoir sur internet explique sa position de leader dans les enquêtes d'opinion. « La nouveauté de ce scrutin législatif tient à l'utilisation de Facebook, des blogs et des sites internet des partis politiques » a-t-il indiqué.

### La campagne électorale des partis albanophones

Parti partenaire du VMRO-DPMNE, l'Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI) est critiquée par les autres partis représentant la minorité albanophone pour avoir oublié ses promesses de campagne. Par ailleurs, son leader Alija Ahmeti et certains de ses associés ont été accusés d'avoir été des agents des services secrets de l'ancienne Yougoslavie. La justice macédonienne a cependant prononcé un non-lieu sur cette affaire, estimant ne pas disposer de preuves suffisantes.

La règle en Macédoine veut que le parti albanophone qui recueille le plus grand nombre de suffrages aux élections législatives entre au gouvernement quel que soit le parti qui dirige la coalition gouvernementale. Ceci explique qu'Alija Ahmeti mène campagne en af-

firmant avoir été contraint à gouverner avec le VMRO-DPMNE, une union qu'il n'aurait pas souhaitée.

Le DUI-BDI a fait de la mise en œuvre totale de l'accord d'Ohrid (accord de paix signé par les principaux partis macédoniens, le 13 août 2001 pour mettre fin aux violents affrontements entre les forces gouvernementales de Skopje et la guérilla albanaise de l'Armée de libération nationale) le principal point de son programme électoral. Il insiste sur le fait qu'il exigera, avant de décider de participer au gouvernement, un accord signé sur le respect de son programme.

Le renforcement des droits de la population albanophone, la nomination d'un membre de la minorité albanophone à l'un des trois postes clés du pays (président de la République, Premier ministre ou président du parlement) et l'institution de l'albanais comme langue officielle sur l'ensemble du territoire macédonien sont les trois points majeurs des programmes du Parti démocratique albanais (PDA-PDSH), dirigé par Menduh Thaci, et de Nouvelle démocratie (DR), parti récemment créé par Imer Selmani. L'albanais a le statut de langue officielle dans les seules municipalités où au moins 20% de la population est albanophone ; en outre, la loi oblige à une représentation de la première minorité du pays seulement dans l'administration.

Menduh Thaci a déclaré qu'il ne participerait plus jamais à un gouvernement dirigé par Nikola Gruevski. Imer Selmani a indiqué qu'il exigerait que le programme de son parti soit inscrit à l'agenda politique avant d'envisager de rejoindre le gouvernement. Enfin, le leader de Renaissance démocratique nationale (RDK), Rufi Osmani, a déclaré qu'il ne gouvernerait pas avec l'Union social-démocrate de Branko Crvenkovski. Selon Imer Ismaili, professeur à l'université de Tetovo, l'ignorance des demandes albanophones de la part du gouvernement de Nikola Gruevski durant ces six dernières années explique les exigences actuelles des partis albanophones. « Son gouvernement a causé beaucoup de dommage à la Macédoine et au-delà a semé la méfiance entre les deux principales communautés ethniques du pays » a déclaré Imer Ismaili.

L'Union démocratique pour l'intégration et le Parti démocratique albanais ont signé un accord pour éviter les discours de haine et les provocations et la reconnaissance des résultats des élections législatives.

Le résultat des élections législatives dépendra de la ca-

pacité de l'opposition social-démocrate de mobiliser les électeurs encore indécis, soit environ 35% d'entre eux à une semaine du scrutin. Le VMRO-DPMNE qui a précédemment remporté l'élection présidentielle des 22 mars et 5 avril 2009 et le scrutin local qui s'est déroulé

à la même date, est en position de force. Selon toutes les enquêtes d'opinion, le parti du Premier ministre sortant Nikola Gruevski devrait conserver le pouvoir. La campagne électorale a débuté le 15 mai et s'achèvera le 4 juin.

## L'organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale du Premier ministre Nikola Gruevski conserve le pouvoir en Macédoine

L'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale (VMRO-DPMNE) conduite par le Premier ministre sortant Nikola Gruevski est arrivée en tête des élections législatives le 5 juin en Macédoine. Elle a recueilli 38,98 % des suffrages et remporté 56 sièges selon des résultats encore partiels. L'Union sociale-démocrate (SDSM), principal parti d'opposition dirigé par l'ancien président de la République (2004-2009), Branko Crvenkovski, a obtenu 32,78 % des voix (42 sièges).

### RESULTATS

Du côté des partis albanophones, l'Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI) d'Alija Ahmeti, membre du gouvernement sortant, a recueilli 10,24% des suffrages. Elle a devancé le Parti démocratique albanais (PDA-PDSh) de Menduh Thaci qui a obtenu 5,90% des voix et Renaissance démocratique nationale (RDK), parti créé à la fin du mois de mars dernier par le maire de Gostivar Rufe Osmani, qui a recueilli 2,67% des suffrages.

Enfin, l'Organisation révolutionnaire-Parti populaire (VMRO-NP) de l'ancien président de la République (1998-2002) Ljubco Georgievski a obtenu 2,51% des voix.

La participation s'est élevée à 63,48%, soit +6,31 points par rapport aux dernières élections législatives du 1er juin 2008. Le scrutin législatif a donc mobilisé les Macédoniens, dont près de la moitié se déclaraient pourtant lassés des incessantes querelles politiques selon une enquête d'opinion publiée durant la campagne électorale.

Le responsable de la Commission électorale macédonienne, Josif Josifovski, a déclaré que les élections législatives du 5 juin avaient été le scrutin le mieux

organisé de l'histoire de la Macédoine. Les forces de police avaient mobilisé 7 000 hommes pour assurer la sécurité des bureaux de vote. Par ailleurs, 3 500 observateurs locaux et 330 internationaux avaient été chargés de surveiller le bon déroulement du scrutin. Quelques incidents mineurs ont toutefois été constatés.

«J'ai le plaisir de vous annoncer que l'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité et la coalition Pour une meilleure Macédoine qu'elle dirige sont les vainqueurs des élections législatives. Nous avons remporté 55 des 123 sièges de la Sobranie (chambre unique du parlement)» a déclaré le Premier ministre sortant Nikola Gruevski. «La majorité des Macédoniens ont reconnu qu'un changement avait eu lieu en 2006 lorsqu'un groupe de jeunes politiques ont accédé au pouvoir. En ces temps de crise économique internationale et de blocage de notre accession à l'OTAN et à l'Union européenne par la Grèce, une majorité d'électeurs ont choisi ceux qui pouvait gérer au mieux les problèmes du pays» a-t-il ajouté.

Le chef du gouvernement sortant a fait campagne sur la nécessité de poursuivre les réformes afin de per-

mettre à son pays d'adhérer à l'Union européenne et à l'OTAN. Il s'est engagé à augmenter les pensions de retraites de 24,2% d'ici à 2015 ainsi que les salaires des employés de l'administration publique, les allocations chômage et les aides sociales. Nikola Gruevski a également promis une baisse du taux de chômage (qui touche environ un tiers de la population active) sous la barre des 25%. En matière de fiscalité, le VMRO-DPMNE ne devrait créer aucun nouvel impôt et ramener à zéro les taxes des petites entreprises dont le revenu annuel est inférieur à 3 millions de dinars (50 000 €). Les petites entreprises commerciales disposant d'un revenu annuel compris entre 3 et 6 millions de dinars (entre 50 000 et 100 000 €) pourront choisir un régime fiscal spécifique. Enfin, le VMRO-DPMNE devrait baisser la TVA sur les produits touristiques.

« Cette victoire est une grande responsabilité. Nous devons maintenant mettre en place les mesures que nous avons promises. Nous devons résoudre rapidement les problèmes de la Macédoine et devenir membre de l'OTAN et de l'Union européenne, un élément essentiel pour notre nation et notre dignité » a souligné le Premier ministre sortant Nikola Gruevski qui a conclu : « A partir de demain, nous continuerons à servir les citoyens ».

Le leader de l'Union sociale-démocrate, Branko Crvenkovski, s'est réjoui de la performance de son parti le 5 juin. Sa satisfaction s'appuie sur la hausse du nombre de sièges remportés par son parti (SDSM) à la Sobranie. « Vous avez vu ce que nous avons été capables de

faire avec 18 sièges (le SDSM possédait dans le Parlement sortant 18 sièges), vous pouvez imaginer ce que nous pouvons faire avec plus de 40 députés » a déclaré le leader de l'opposition.

Le VMRO-DPMNE fera probablement alliance avec le parti albanophone arrivé en tête, soit l'Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI), pour former le prochain gouvernement. Celui-ci devra parvenir à sortir la Macédoine de la grave crise socioéconomique qu'elle traverse. Lors de sa visite à Skopje le 6 avril dernier, le commissaire européen chargé de l'Élargissement et de la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle, avait souligné la nécessité de réformes rapides en matière de dialogue politique, de justice, d'administration publique, de combat contre la corruption et de la mise en place de l'accord d'Ohrid (accord de paix signé par les principaux partis macédoniens, le 13 août 2001 pour mettre fin aux violents affrontements qui avaient opposés cette même année les forces gouvernementales de Skopje à la guérilla albanaise de l'Armée de libération nationale). Nikola Gruevski devra également lutter contre le chômage et l'absence d'opportunités professionnelles (une enquête d'opinion a révélé que la moitié des lycéens macédoniens – 49,5% – souhaitent quitter leur pays dans les dix années à venir) et réduire la pauvreté (le salaire national moyen s'élève à 250 € par mois, soit un chiffre nettement inférieur à la moyenne européenne, et 30% des Macédoniens vivent sous le seuil de pauvreté).

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.